

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 901

[2009/201001]

12 FEVRIER 2009. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant le Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau en ce qui concerne le Fonds de solidarité internationale pour l'Eau

Le Gouvernement wallon,

Vu le Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau, tel que modifié par le décret du 8 mai 2008 en ce qui concerne le Fonds de solidarité internationale pour l'Eau, notamment les articles D.233bis à D.233bis-10;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 19 septembre 2008;

Vu l'avis de la Commission consultative de l'Eau, donné le 4 novembre 2008;

Vu l'avis du Comité de contrôle de l'Eau, donné le 12 novembre 2008;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes, donné le 29 janvier 2009;

Vu l'avis n° 45.645/4 du Conseil d'Etat, donné le 7 janvier 2009, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, remplacé par la loi du 2 avril 2003;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 25 septembre 2008;

Sur la proposition de la Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures et du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Il est inséré dans le titre II de la Partie III de la partie réglementaire du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau, un Chapitre IIbis intitulé "Fonds de solidarité internationale pour l'Eau" et comprenant les articles R.320bis-1 à R.320bis-11 rédigé comme suit :

"CHAPITRE IIbis. — Fonds de solidarité internationale pour l'Eau

Section 1^{re}. — Mécanisme financier

Art.R.320bis-1. Les dons sont versés au compte réservé à cette fin par le Service public de Wallonie, Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement.

Tout donateur de plus de 50,00 euros reçoit le rapport annuel des activités du fonds sous format électronique sauf s'il le demande sous format papier.

Art.R.320bis-2. La participation à l'alimentation du fonds des distributeurs, des organismes d'assainissement agréés et de la SPGE est actée dans un protocole dont le modèle est fixé à l'annexe LV.

Art.R.320bis-3. Le Fonds est géré par la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement (DGARNE) du Service public de Wallonie.

A cette fin, celle-ci :

— reçoit les montants versés par les contributeurs;

— assure le recouvrement des montants dus par les opérateurs publics de l'eau qui ont signé un protocole avec le Ministre ayant l'eau dans ses attributions;

— verse, sur ordre de Wallonie-Bruxelles International, les montants aux promoteurs.

Section 2. — Appel à projets et financement des projets

Art.R.320bis-4. Les conditions d'éligibilité visées à l'article D.233bis-3 sont les suivantes :

1. Critères liés au projet

— le projet s'inscrit dans les objectifs du millénaire pour le développement, tels qu'adoptés le 8 septembre 2000 lors de la 55^e session de l'assemblée générale des Nations unies et dans le cadre des compétences de la Région wallonne en matière d'eau;

— le projet est une initiative du promoteur et de ses partenaires du sud et est mis en œuvre conjointement;

— le projet se situe dans l'un des pays reconnus comme prioritaires par la Région wallonne au titre de la coopération internationale au développement;

2. Critères liés au financement

— les frais administratifs ne peuvent dépasser 10 % du budget;

— le financement des projets ne peut être d'une durée supérieure à trois ans.

Art.R.320bis-5. La quotité maximale d'intervention du fonds peut, à titre exceptionnel et sur avis motivé du comité d'avis visé à l'article D.233bis-9, être majorée en raison de l'importance du projet ou du nombre de ses promoteurs.

Art.R.320bis-6. Un rapport intermédiaire sur la réalisation du projet et l'utilisation des fonds attribués est transmis à Wallonie-Bruxelles International à l'échéance de la moitié de la durée prévue du projet.

Section 3. — Sélection des projets

Art.R.320bis-7. Le règlement annuel contient au minimum les mentions obligatoires des dossiers de demande, le modèle de fiche de synthèse du projet et les conditions de recevabilité du dossier.

Le règlement annuel est adopté par Wallonie-Bruxelles International après consultation du comité d'avis.

Art.R.320bis-8. Le comité d'avis visé à l'article D.233bis-9 est composé de :

— 2 membres effectifs et 2 membres suppléants proposés par Wallonie-Bruxelles International;

— 1 membre effectif et 1 membre suppléant proposés par le Conseil Wallonie-Bruxelles pour la coopération;

— 1 membre effectif et 1 membre suppléant proposés par Acodev (Fédération des Associations de Coopération au Développement);

— 2 membres effectifs et 2 membres suppléants proposés par AQUAWAL;

- 1 membre effectif et 1 membre suppléant proposés par le département de l'Environnement et de l'Eau de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement;
- 1 membre effectif et 1 membre suppléant proposés par l'Union des Villes et Communes de Wallonie;
- 1 membre effectif et 1 membre suppléant proposés par l'Association des Provinces wallonnes;
- 2 membres effectifs et 2 membres suppléants proposés par le CESRW.

Chaque administration ou organisme propose au Ministre ayant l'eau dans ses attributions une liste double de candidats effectifs et suppléants par mandat conféré. Sur cette base, le Gouvernement désigne les membres du comité d'avis.

Les mandats sont personnels et conférés pour une période de quatre ans.

Wallonie-Bruxelles International assure la présidence du comité.

Le comité se réunit sur convocation de Wallonie-Bruxelles International au minimum deux fois par an.

Le comité arrête son règlement d'ordre intérieur. Il le soumet au Gouvernement pour approbation.

Art.R.320bis-9. Le Gouvernement sélectionne les projets sur base d'une proposition motivée de Wallonie-Bruxelles International, en fonction des critères prévus à l'article R.320bis-4.

Article R.320bis-10. Le rapport visé à l'article D.233bis-10 et son résumé contiennent au minimum :

- la liste des projets cofinancés grâce au fonds en précisant leur objet, pays destinataires, le montant engagé, la période d'action et les autres sources de financement;
- les résultats obtenus en terme d'accessibilité aux services d'eau potable et d'assainissement.

Art. 2. La Ministre des Relations extérieures et le Ministre qui a la Politique de l'Eau dans ses attributions sont chargés de l'exécution du présent arrêté, chacun pour ce qui le concerne.

Namur, le 12 février 2009.

Le Ministre Président,
R. DEMOTTE

La Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures,
Mme M.-D. SIMONET

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

Annexe

Annexe LV - Protocole fixant les modalités de contributions au Fonds de solidarité internationale pour l'eau

ENTRE :

< distributeur/organisme d'assainissement agréé/SPGE >

.....

Ci-après dénommée "l'opérateur",

ET :

La Région wallonne, représentée par...

Vu le décret du 8 mai 2008 modifiant le Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau en ce qui concerne le Fonds de solidarité internationale pour l'eau;

Vu l'arrêté du modifiant le Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau en ce qui concerne le Fonds de solidarité internationale pour l'eau,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

1. L'opérateur s'engage à contribuer financièrement au Fonds de solidarité internationale pour l'eau à concurrence de minimum ... € chaque année pendant au minimum trois ans.
2. Si ses résultats de l'exercice précédent le permettent, l'opérateur s'engage à augmenter sa contribution, sans jamais dépasser le montant maximal de ... €.
3. Ces contributions sont versées au compte réservé à cette fin par le Service public de Wallonie, DGARNE, au plus tard pour le 31 mars de chaque année sauf pour la première année où la contribution est versée au plus tard dans le mois de la signature du présent protocole.
4. Le Ministre de l'Eau communique à l'opérateur le rapport annuel des activités du fonds.
5. L'opérateur met en ligne sur son site internet le présent protocole.

6. Le présent protocole entre en vigueur le jour de sa signature. A défaut de dénonciation par l'une des parties, le présent protocole est reconduit tacitement chaque année.

Pour tout litige, les tribunaux de Namur sont seuls compétents territorialement.

Fait à Namur en deux exemplaires originaux, chacune des parties signataires reconnaissant expressément avoir reçu le sien.

Namur, le

L'opérateur,

La Région,

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2009 modifiant le Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau en ce qui concerne le Fonds de solidarité internationale pour l'Eau.

Namur, le 12 février 2009.

Le Ministre Président,

R. DEMOTTE

La Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures,

Mme M.-D. SIMONET

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

B. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2009 — 901

[2009/201001]

12. FEBRUAR 2009 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, was den internationalen Solidaritätsfonds für Wasser betrifft

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, so wie, was den internationalen Solidaritätsfonds für Wasser betrifft, durch das Dekret vom 8. Mai 2008 abgeändert, insbesondere der Artikel D.233bis bis D.233bis-10;

Aufgrund des am 19. September 2008 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 4. November 2008 abgegebenen Gutachtens des Beratungsausschusses für Wasser;

Aufgrund des am 12. November 2008 abgegebenen Gutachtens des Kontrollausschusses für Wasser;

Aufgrund des am 29. Oktober 2009 abgegebenen Gutachtens des "Conseil supérieur des Villes" (Hoher Rat der Städte);

Aufgrund des am 7. Januar 2009 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1^o der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 45.645/4 des Staatsrats in seiner durch das Gesetz vom 2. April 2003 ersetzten Fassung;

Aufgrund des am 25. September 2008 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Auf Vorschlag der Ministerin der Forschung, der neuen Technologien und der auswärtigen Beziehungen und des Ministers der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - In den Titel II des Teils III des verordnungsrechtlichen Teils des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, wird ein Kapitel IIbis mit dem Titel "Internationaler Solidaritätsfonds für Wasser" eingefügt, der die Artikel R.320bis-1 bis R.320bis-11 mit folgendem Wortlaut enthält:

"KAPITEL IIbis — Internationaler Solidaritätsfonds für Wasser

Abschnitt 1 — Finanzierungsmechanismus

Art.R.320bis-1 - Die Spenden werden auf das durch den Öffentlichen Dienst der Wallonie, operative Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt, zu diesem Zweck reservierte Konto überwiesen.

Jeder, der mehr als 50,00 Euro spendet, erhält den Jahresbericht über die Tätigkeiten des Fonds in elektronischer Form, es sei denn, er bittet um eine Version auf Papier.

Art.R.320bis-2 - Die Beteiligung der Versorger, der zugelassenen Sanierungseinrichtungen und der "Société publique de Gestion de l'Eau" (Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung) an der Finanzierung des Fonds wird in einem Protokoll festgehalten, dessen Muster in der Anlage LV festgesetzt ist.

Art.R.320bis-3 - Der Fonds wird durch die operative Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie bewirtschaftet.

Zu diesem Zweck:

— erhält Letztere die von den Spendern überwiesenen Beträge;

— sichert sie die Eintreibung der durch die öffentlichen Wasserbetreiber, die ein Protokoll mit dem Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wasser gehört, unterschrieben haben, geschuldeten Beträge,

— überweist sie auf Anweisung von "Wallonie-Bruxelles International" die Beträge an die Projektträger.

Abschnitt 2 — Aufruf zur Projekteinreichung und Finanzierung der Projekte

Art.R.320bis-4 - Die in Artikel D.233bis-3 erwähnten Zulässigkeitsbedingungen lauten wie folgt:

1. Mit dem Projekt verbundene Kriterien

— das Projekt fügt sich in die Zielsetzungen des Jahrtausends für die Entwicklung ein, so wie am 8. September 2000 bei der 55. Sitzung der Generalversammlung der Vereinten Nationen und im Rahmen der Zuständigkeiten der Wallonischen Region in Sachen Wasser angenommen;

— das Projekt ist eine Initiative des Projektträgers und seiner Partner aus dem Süden und wird gemeinsam durchgeführt;

— das Projekt befindet sich in einem der Länder, die durch die Wallonische Region im Rahmen der internationalen Entwicklungszusammenarbeit als vorrangig anerkannt werden;

2. Mit der Finanzierung verbundene Kriterien

— die Verwaltungskosten dürfen 10% des Haushalts nicht übertreffen;

— die Finanzierungszeit des Projekts darf nicht mehr als drei Jahre betragen.

Art.R.320bis-5 - Der maximale Beitragsanteil des Fonds kann ausnahmsweise und auf begründetes Gutachten des in Artikel D.233bis-9 erwähnten Ausschusses wegen des Umfangs des Projekts oder der Anzahl seiner Träger erhöht werden.

Art.R.320bis-6 - Ein Zwischenbericht über die Durchführung des Projekts und die Verwendung der gewährten Mittel wird "Wallonie-Bruxelles International" am Ende der Hälfte des für das Projekt vorgesehenen Zeitraums übermittelt.

Abschnitt 3 — Auswahl der Projekte

Art.R.320bis-7 - Die jährliche Regelung enthält mindestens die verpflichtenden Angaben der Antragsakten, das Muster des Synthesemerkblatts des Projekts und die Zulässigkeitsbedingungen der Akte.

Die jährliche Regelung wird durch "Wallonie-Bruxelles International" nach Beratung mit dem Gutachterausschuss angenommen.

Art.R.320bis-8 - Der in Artikel D.233bis-9 erwähnte Gutachterausschuss setzt sich wie folgt zusammen:

— 2 ordentliche Mitgliedern und 2 stellvertretende Mitgliedern, die durch "Wallonie-Bruxelles International" vorgeschlagen werden;

— 1 ordentliches Mitglied und 1 stellvertretendes Mitglied, die durch den "Conseil Wallonie-Bruxelles pour la coopération" vorgeschlagen werden;

— 1 ordentliches Mitglied und 1 stellvertretendes Mitglied, die durch Acodev (Verband der Vereinigungen für die Entwicklungszusammenarbeit) vorgeschlagen werden;

— 2 ordentliche Mitgliedern und 2 stellvertretende Mitgliedern, die durch AQUAWAL vorgeschlagen werden;

— 1 ordentliches Mitglied und 1 stellvertretendes Mitglied, die durch die Abteilung Umwelt und Wasser der operative Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt vorgeschlagen werden;

— 1 ordentliches Mitglied und 1 stellvertretendes Mitglied, die durch die "Union des Villes et Communes de Wallonie" (Vereinigung der Städte und Gemeinden der Wallonie) vorgeschlagen werden;

— 1 ordentliches Mitglied und 1 stellvertretendes Mitglied, die durch die "Association des Provinces wallonnes" (Vereinigung der Wallonischen Provinzen) vorgeschlagen werden;

— 2 ordentliche Mitgliedern und 2 stellvertretende Mitgliedern, die durch den Wirtschafts- und Sozialrat der Wallonischen Region vorgeschlagen werden.

Jede Verwaltung bzw. Einrichtung schlägt dem Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wasser gehört, eine doppelte Liste von effektiven und stellvertretenden Kandidaten pro verliehenes Mandat vor. Auf dieser Grundlage bezeichnet die Regierung die Mitglieder des Gutachterausschusses.

Die Mandate sind an die Person gebunden und werden für einen Zeitraum von vier Jahren erteilt.

"Wallonie-Bruxelles International" übernimmt den Vorsitz des Ausschusses.

Der Ausschuss versammelt sich mindestens zweimal im Jahr auf Einberufung von "Wallonie-Bruxelles International".

Der Ausschuss bestimmt seine innere Dienstordnung. Er legt sie der Regierung zur Genehmigung vor.

Art.R.320bis-9 - Die Regierung wählt die Projekte auf der Grundlage eines begründeten Vorschlags von "Wallonie-Bruxelles International" unter Berücksichtigung der in Artikel R.320bis-4 erwähnten Kriterien aus.

Art. R.320bis-10 - Der in Artikel D.233bis-10 erwähnte Bericht und seine Zusammenfassung enthalten mindestens:

— die Liste der mit Hilfe des Fonds mitfinanzierten Projekte, wobei deren Gegenstand, das Bestimmungsland, der zugesagte Betrag, der Aktionszeitraum und die anderen Finanzierungsquellen angegeben werden;

— die im Bereich der Zugänglichkeit zu den Trinkwasser- und Sanierungsdiensten erreichten Ergebnisse.

Art. 2 - Die Ministerin der auswärtigen Beziehungen und der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wasserpolitik gehört, werden in ihrem jeweiligen Zuständigkeitsbereich mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 12. Februar 2009

Der Minister-Präsident,
R. DEMOTTE

Die Ministerin der Forschung, der neuen Technologien und der auswärtigen Beziehungen,
Frau M.-D. SIMONET

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

Anlage

Anlage LV — Protokoll zur Festsetzung der Modalitäten für die Beiträge an den internationalen Solidaritätsfonds für Wasser

ZWISCHEN :

<Versorger/zugelassene Vereinigung für die Sanierung/"Société publique de Gestion de l'Eau" (Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung)>

.....

Weiter unten den "Projektträger" genannt,

UND :

Der Wallonischen Region, vertreten durch...

Aufgrund des Dekrets vom 8. Mai 2008 zur Abänderung des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, was den internationalen Solidaritätsfonds für Wasser betrifft;

Aufgrund des Erlasses zur Abänderung des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, was den internationalen Solidaritätsfonds für Wasser betrifft,

WIRD DAS FOLGENDE VEREINBART :

1. Der Betreiber verpflichtet sich, zu dem internationalen Solidaritätsfonds für Wasser einen finanziellen Beitrag in Höhe von mindestens ... € pro Jahr während mindestens drei Jahren zu leisten.

2. Falls seine Ergebnisse des vorigen Geschäftsjahres es ermöglichen, verpflichtet sich der Betreiber seinen Beitrag zu erhöhen, ohne den Höchstbetrag von ... € zu überschreiten.

3. Diese Beiträge werden auf das durch den Öffentlichen Dienst der Wallonie, Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt, zu diesem Zweck reservierte Konto überwiesen, dies spätestens zum 31. März eines jeden Jahres außer für das erste Jahr, in dem der Beitrag spätestens während des Monats der Unterzeichnung des vorliegenden Protokolls überwiesen wird.

4. Der für Wasser zuständige Minister übermittelt dem Betreiber den Jahresbericht über die Tätigkeiten des Fonds.

5. Der Betreiber veröffentlicht das vorliegende Protokoll aus seiner Website.

6. Das vorliegende Protokoll tritt am Tage seiner Unterzeichnung in Kraft. Wenn keine der Parteien es aufkündigt, wird das Protokoll jedes Jahr stillschweigend verlängert.

Nur die Gerichte von Namur sind für jeden Streitfall örtlich zuständig.

Geschehen in Namur in zwei Originalausfertigungen, wobei jede Partei ausdrücklich anerkennt, dass sie ihre eigene Ausfertigung erhalten hat.

Namur, den...

Der Betreiber

Die Region

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2009 zur Abänderung des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, was den internationalen Solidaritätsfonds für Wasser betrifft, beigefügt zu werden.

Namur, den 12. Februar 2009

Der Minister-Präsident,
 R. DEMOTTE

Die Ministerin der Forschung, der neuen Technologien und der auswärtigen Beziehungen,
 Frau M-D. SIMONET

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
 B. LUTGEN

—————
 VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 901

[2009/201001]

12 FEBRUARI 2009. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, wat betreft het Internationaal solidariteitsfonds voor Water

De Waalse Regering,

Gelet op Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, wat betreft het Internationaal solidariteitsfonds voor Water, zoals gewijzigd bij het decreet van 8 mei 2008 wat betreft het Internationaal solidariteitsfonds voor Water, inzonderheid op de artikelen D.233bis tot 233bis-10,

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 19 september 2008;

Gelet op het advies van de "Commission consultative de l'Eau" (Adviescommissie voor Water), gegeven op 4 november 2008;

Gelet op het advies van het "Comité de contrôle de l'Eau" (Controlecomité voor Water), gegeven op 12 november 2008;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur des Villes" (Hoge Raad van de Steden), gegeven op 29 januari 2009;

Gelet op het advies 45.645/4 van de Raad van State, gegeven op 7 januari 2009 overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 25 september 2008;

Op de voordracht van de Minister van Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen en van de Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Titel II van Deel III van het regelgevende deel van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, wordt aangevuld met een Hoofdstuk IIbis dat het opschrift "Internationaal solidariteitsfonds voor Water" draagt en de artikelen R.320bis-1 tot 320bis-11 inhoudt, luidend als volgt :

"HOOFDSTUK IIbis — Internationaal solidariteitsfonds voor Water

Afdeling 1. — Financieel mechanisme

Art.R.320bis-1. De giften worden gestort op de rekening die daartoe bestemd is door de Waalse Overheidsdienst, Operationeel directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu.

Voor elke gift boven 50.000 euro wordt het jaarverslag over de activiteiten van het fonds langs de elektronische weg aan de schenker gestuurd, behalve als hij voor de papieren drager kiest.

Art.R.320bis-2. De bijdrage in de spijzing van het fonds van de verdelers, van de erkende saneringsinstellingen en van de "SPGE" (Openbare Maatschappij voor het Waterbeheer) wordt ingeschreven in een protocol waarvan het model in bijlage LV vastligt.

Art.R.320bis-3. Het fonds wordt beheerd door het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu (DGARNE) van de Waalse Overheidsdienst.

In dat raam vervult het "DGARNE" de volgende opdrachten :

- het neemt de bedragen in ontvangst die door de bijdragers gestort worden;
- het zorgt voor de invordering van de bedragen verschuldigd door de publieke wateroperatoren die een protocol getekend hebben met de Minister die voor het Waterbeleid bevoegd is;
- het stort de bedragen aan de promotoren op bevel van "Wallonie-Bruxelles International".

Afdeling 2. — Projectenoproep en -financiering

Art.R.320bis-4. De in artikel D.233bis-3 bedoelde voorwaarden om in aanmerking te komen zijn de volgende :

1. Criteria i.v.m. het project

— het project ligt in de lijn van de millenniumdoelstellingen voor ontwikkeling, zoals op 8 september 2000 aangenomen op de algemene vergadering van de Verenigde Naties en in het raam van de bevoegdheden van het Waalse Gewest inzake het water;

— het project is een initiatief van de promotor en van zijn partners uit het zuiden en wordt gezamenlijk ten uitvoer gelegd;

— het project bevindt zich in één van de landen die het Waalse Gewest als prioritair beschouwt in het raam van de internationale ontwikkelingssamenwerking.

2. Criteria i.v.m. de financiering

— de administratieve kosten mogen niet meer dan 10 % van de begroting bedragen;

— de financiering van projecten mag niet langer duren dan 3 jaar.

Art.R.320bis-5. Het maximumbedrag van de tegemoetkoming van het fonds mag bij wijze van uitzondering en na advies van het adviescomité bedoeld in artikel D.233bis-9 verhoogd worden naar verhouding van de omvang van het project en van het aantal promotoren ervan.

Art.R.320bis-6. Na afloop van de helft van de geplande duur van het project wordt een tussenverslag over de uitvoering ervan en over het gebruik van de toegekende fondsen aan "Wallonie-Bruxelles International" overgemaakt.

Afdeling 3. — Selectie van de projecten

Art.R.320bis-7. Het jaarreglement bevat minstens de verplichte gegevens m.b.t. de aanvraagdossiers, het model van synthesesfiche van het project en de voorwaarden van ontvankelijkheid van het dossier.

Het jaarreglement wordt door "Wallonie-Bruxelles International" aangenomen na advies van het adviescomité.

Art.R.320bis-8. Het adviescomité bedoeld in artikel D.233bis-9 bestaat uit :

- 2 gewone en 2 plaatsvervangende leden voorgedragen door "Wallonie-Bruxelles International";
- 1 gewoon en 1 plaatsvervangend lid voorgedragen door de "Conseil Wallonie-Bruxelles pour la coopération" (Raad Wallonië-Brussel voor samenwerking);
- 1 gewoon en 1 plaatsvervangend lid voorgedragen door de "Acodew" (Federatie van de Verenigingen voor Ontwikkelingssamenwerking);
- 2 gewone en 2 plaatsvervangende leden voorgedragen door "AQUAWAL";
- 1 gewoon en 1 plaatsvervangend lid voorgedragen door het Departement Leefmilieu en Water van het Operationele Directoraat-generaal Landbouw, Landelijke Aangelegenheden en Leefmilieu;

— 1 gewoon en 1 plaatsvervangend lid voorgedragen door de "Union des Villes et Communes de Wallonie" (Unie van de Steden en Gemeenten van Wallonië);

— 1 gewoon en 1 plaatsvervangend lid voorgedragen door de "Association des Provinces wallonnes" (Vereniging van de Waalse Provincies);

— 2 gewone en 2 plaatsvervangende leden voorgedragen door de "CESRW" (Sociaal-Economische Raad van het Waalse Gewest).

Per toegewezen mandaat legt elke administratie of instelling een dubbele lijst van gewone en plaatsvervangende kandidaten over aan de Minister die voor het waterbeleid bevoegd is. De leden van het adviescomité worden op die basis door de Regering aangewezen.

De mandaten zijn persoonlijk en worden voor een periode van vier jaar toegewezen.

Het voorzitterschap van het comité wordt door "Wallonie-Bruxelles International" waargenomen.

Het comité komt minstens twee keer per jaar bijeen na oproeping door "Wallonie-Bruxelles International".

Het comité legt zijn huishoudelijk reglement vast. Het legt het ter goedkeuring aan de Regering voor.

Art.R.320bis-9. De Regering selecteert de projecten op grond van een gemotiveerd voorstel van "Wallonie-Bruxelles International" met inachtneming van de criteria waarin artikel art.R.320bis-4 voorziet.

Art.R.320bis-10. Het verslag bedoeld in artikel D.233bis-10 en de samenvatting ervan bevatten minstens :

— de lijst van de projecten medefinancierd dankzij het fonds, waarbij gewag wordt gemaakt van het doel ervan, de landen waarvoor ze bestemd zijn, het vastgelegde bedrag, de actieperiode en de overige financieringsbronnen;

— de resultaten verkregen inzake toegankelijkheid tot de drinkwaterdiensten en inzake sanering.

Art. 2. De Minister van Buitenlandse Betrekkingen en de Minister bevoegd voor het Waterbeleid zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 19 februari 2009.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,

Mevr. M-D. SIMONET

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN

Bijlage

Bijlage LV. — Protocol tot vastlegging van de modaliteiten inzake bijdragen in het Internationaal Solidariteitsfonds voor Water

TUSSEN

<verdelers/erkende saneringsinstelling/SPGE>

.....

Hierna "de operator" genoemd,

EN :

Het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door...

Gelet op het decreet van 8 mei 2008 houdende wijziging van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, wat betreft het Internationaal Solidariteitsfonds voor Water;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering tot wijziging van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, wat betreft het Internationaal Solidariteitsfonds voor Water,

IS OVEREENGEKOMEN WAT VOLGT :

1. De operator verbindt zich ertoe gedurende minstens drie jaar jaarlijks financieel bij te dragen in het Internationaal Solidariteitsfonds voor Water ten belope van minimum..... €.

2. Indien zijn resultaten van het vorige jaar het toelaten, verbindt de operator zich ertoe zijn bijdrage te verhogen zonder het maximumbedrag van... € te overschrijden.

3. Die bijdragen worden jaarlijks uiterlijk 31 maart op de daartoe door de Waalse overheidsdienst, DGARNE, bestemde rekening gestort, behalve voor het eerste jaar, waarin de bijdrage uiterlijk in de loop van de maand van de ondertekening van dit protocol gestort wordt.

4. De Minister die voor het Waterbeleid bevoegd is maakt het jaarverslag over de activiteiten van het fonds aan de operator over.

5. De operator legt dit protocol ter inzage op zijn internetsite.

6. Dit protocol treedt in werking de dag waarop het ondertekend wordt. Bij gebrek aan opzegging door één van de partijen wordt dit protocol jaarlijks stilzwijgend verlengd.

Voor elk geschil zijn alleen de rechtbanken van Namen territoriaal bevoegd.

Opgemaakt te Namen in twee originele exemplaren, waarbij elke partij uitdrukkelijk bevestigt haar exemplaar te hebben ontvangen.

Namen,

De operator,

Het Gewest,

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2009 tot wijziging van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, wat betreft het Internationaal Solidariteitsfonds voor Water.

Namen, 12 februari 2009.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,

Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 902

[2009/201002]

12 FEVRIER 2009. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du 14 février 2008 portant création de la réserve naturelle agréée de "Dourbes", à Viroinval

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, telle que modifiée, notamment les articles 6, 10, 11, 18, 19 et 37;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 17 juillet 1986 concernant l'agrément des réserves naturelles et le subventionnement des achats de terrains à ériger en réserves naturelles agréées par les associations privées, tel que modifié, et notamment l'article 11;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 janvier 2008 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement;

Vu l'avis du Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature, donné le 21 mars 2006;

Vu l'avis de la Députation permanente du Conseil provincial de Namur, donné le 3 août 2006;

Vu la convention de mise à disposition des terrains communaux, signée le 7 avril 1997, prolongée le 17 juillet 2006, entre la commune de Viroinval et l'association "Ardenne et Gaume pour une durée de trente-trois années, soit jusqu'au 1^{er} juillet 2039;

Vu l'arrêté du Gouvernement du 14 février 2008 portant création de la réserve agréée;

Considérant la demande d'agrément en date du 17 janvier 2006, présentée sous le nom de "Dourbes" par l'occupant, l'ASBL "Ardenne et Gaume";

Considérant l'avis donné par les services extérieurs de la Division de la Nature et des Forêts, en date du 26 juin 2006;

Conformément aux mesures de gestion proposées et aux dérogations demandées dans le dossier, par l'occupant (pages 41 à 53);

Conformément au tracé des limites extérieures du périmètre de la réserve, reporté sur le plan de localisation qui figure en annexe du présent arrêté;

Sur proposition du Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 février 2008 portant création de la réserve naturelle agréée de "Dourbes", à Viroinval est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 3. Comme prévu à l'article 9, c, 5^o, de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 17 juillet 1986 et par dérogation à l'article 11 de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, il est permis à l'occupant et à ses délégués de réaliser les opérations suivantes strictement indispensables à la mise en œuvre du plan de gestion :

- enlever, couper, déraciner ou mutiler des arbres et arbustes, détruire ou endommager le tapis végétal;
- placer des panneaux didactiques;
- exercer ou faire exercer le Droit de Chasse dans le respect des dispositions de la loi du 28 février 1882 sur la chasse et de ses arrêtés d'exécution;
- effectuer tous travaux susceptibles de modifier le sol, l'aspect du terrain, les sources et le système hydrographique;
- allumer des feux."

Art. 2. L'article 4 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 février 2008 portant création de la réserve naturelle agréée de "Dourbes", à Viroinval est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 4. Par dérogation à l'article 5 de l'arrêté ministériel du 23 octobre 1975 établissant le règlement relatif à la surveillance, la police et la circulation dans les réserves naturelles domaniales en dehors des chemins ouverts à la circulation publique, il est permis à l'occupant et ses délégués, pour la mise en œuvre du plan de gestion :

- d'être porteur d'outils de terrassement ou de coupe;
- d'être porteur d'armes de chasse et d'engins de capture;
- d'être accompagné de chiens ou d'autres animaux, utilisés aux fins de chasse."